



LEÇON DE CRISE ...

DEUXIÈME MOUVEMENT



La crise sanitaire a été une formidable et terrible leçon. Elle a rappelé à quel point l'appareil d'État demeure l'outil de base pour faire face à une situation d'exception dans tous ses aspects. Mais elle a également (re) mis en lumière à quel point l'Action Publique, dans ses multiples rouages, intervient dans le quotidien des citoyens. Chaque Ministère, chaque administration agit sur sa sphère spécifique. Bien sûr, selon le contexte, ils/elles sont plus ou moins en « première ligne », appellation désormais consacrée.

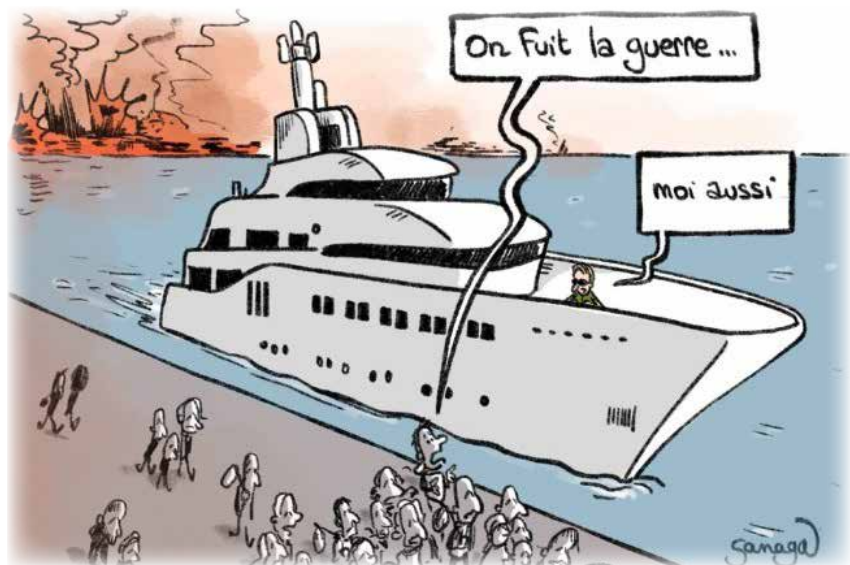
Au cas d'espèce, ce fut bien évidemment le cas de la Santé.

Mais Bercy a également joué un rôle important dans cette « crise à tiroirs ». En principe, après ces deux années, les libéraux pur sucre, les adeptes de la dérégulation et autres adorateurs de la mondialisation débridée, devraient se couvrir la tête de cendres et faire pénitence. Mais on peut craindre que ce ne soit pas complètement le cas ...

Nous voici maintenant face à une crise internationale, aussi dramatique qu'inquiétante, avec des facettes multiples et vraisemblablement durables. Et, elle va nous asséner la « deuxième couche », en termes de leçon de chose.

Et encore une fois, et peut-être encore plus que dans le cas sanitaire ..., Bercy sera au cœur de la mêlée (*nous n'osons dire « de la bataille », car ce serait une forme d'indécence par rapport à celles et ceux sur qui les bombes pleuvent à l'heure actuelle*).

Et là, à l'instar de la crise sanitaire et sûrement plus encore, les aspects sont aussi divers que fondamentaux, même s'il est quasi impossible d'en faire le tour exhaustif, à moins de vouloir réécrire l'encyclopédie.



Cela commence par les actions les plus urgentes et les plus immédiates à savoir les mesures de gel et de restrictions diverses. Cela nécessite un fort travail de recherche et de ciblage qui va toucher des aspects très variés : immobiliers, actifs financiers et toutes autres « signes de richesse » particulièrement appréciés des oligarques russes. On parle ici des yachts et autres aéronefs, dont l'une des caractéristiques est d'être mobile et donc de pouvoir fuir rapidement vers des contrées moins regardantes. **C'est donc non seulement une tâche conséquente, mais qui nécessite aussi beaucoup de réactivité et pour laquelle les agents ne vont pas compter leurs heures.**

L'autre obstacle est la dissimulation.

Le monde de la propriété privée étant ce qu'il est, il est très facile de multiplier les **prête-noms** et sociétés écrans, rendant la traque beaucoup plus délicate, sachant que tout ceci doit tenir juridiquement, car contrairement à d'autres, nous demeurons – et c'est heureux – un Etat de droit. **C'est donc là un art complexe, dans lequel les services se sont engagés avec détermination.**

Dans un deuxième temps, pourront surgir des mesures **d'embargo**, ou plus généralement, **des décisions qui vont affecter le commerce international.**

Mais plus globalement, il y aura tous les effets en termes de réaction sur les questions d'énergie, de prix et de fiscalité. Bref sur tous les aspects économiques. Ces derniers, avec une élasticité très réduite, auront des effets sur la consommation, sur le niveau de vie et à la fin sur les ménages et les individus. **Si le niveau de souffrance des Ukrainiens est sans commune mesure avec les pays où ce ne sont pas les armes qui parlent, c'est néanmoins une crise globale qui s'affirme.**

Or, quelque que soit le niveau envisagé, les services de Bercy sont à la manœuvre.



Que l'on parle de services centraux (Direction du Trésor par exemple), de la DGFIP, de la DGDDI, d'unités spécialisées (TRACFIN, DNRED, ...) ou des autres services, tout le monde est sur le pont. Malgré les difficultés, l'ensemble des services a répondu à l'appel. L'orientation politique a été assumée, notamment sur l'enclenchement des mesures de gel.

Pourtant ces services largement sollicités à l'heure actuelle ont été frappé par la politique générale de Bercy. La plupart des structures concernées ont été mises en coupe réglée depuis des années. **Perte d'effectifs en masse.** Bercy est chaque année le premier « contributeur » à ce triste exercice : **restructuration permanente !** ... voilà notre quotidien depuis des années.

Et là, surprise, on découvre - ou redécouvre - que Bercy et ses services gèrent des aspects fondamentaux, voire vitaux de la vie de la Nation.

Mais quelle divine surprise !!

En principe, les « démonteurs » de Service Public et autres amateurs de primat absolu des affaires, du secret de ces dernières et d'un libéralisme triomphant devraient être, à l'issue de cette double séquence, aussi démonétisés que le rouble en 2022.

Nous demander d'être sur le pont. Après nous avoir si longtemps tapé dessus, y compris sur les valeurs que nous portons, a quelque chose d'un peu hallucinant. Mais ce sont là des qualificatifs qui conviennent assez généralement à la période actuelle, y compris dans ses équations politiques.

Ces deux crises ont été et sont des professeurs terribles.

La première nous a rappelé à quel point un service de santé public puissant est vital, mais qu'être dans un état de dépendance caractérisée est une catastrophe. Elle nous a aussi démontré que tous les services, dont les nôtres, ont un rôle à jouer.

Les leçons de la deuxième pourraient être encore plus cinglantes.

Et pour tout cela, il faut des outils de contrôle, de régulation de soutien et d'analyses..

Bercy coche ces cases.

En conséquence, la casse sans fin de nos services devrait s'arrêter et nos politiques devraient être questionnées.

Nous espérons, sans réelles illusions que ce sera le cas.